ANALYSIS AND INFORMATION

RESEARCH INSTITUTE FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

Published by the Research Institute of the Friedrich-Ebert-Stiftung

The **"Analysis and Information"** series of booklets published by the FES Research Institute presents short exposés on domestic and world issues in political, social and economic life. These studies are intended to help promote a better understanding of the tasks and problems which call for an international solution based on co-operation between the nations.

Editor: Winfried Veit

Publications in the series **"Analysis and Information"** appear at irregular intervals and can be obtained directly from the Research Institute of the Friedrich-Ebert-Stiftung, Department of Development Research, Godesberger Allee 149, D-5300 Bonn 2

© by Research Institute of the Friedrich-Ebert-Stiftung, Department of Development Research, Godesberger Allee 149, D-5300 Bonn 2

All rights reserved. No part of this work may be reproduced or copied without permission of the publisher. Articles bearing the author's name do not necessarily reflect the views of the editorial department.

Printed by Gesellschaft für Druckabwicklung mbH. D-5330 Königswinter
Printed in Germany 1985

ISSN 0174–5239

ANALYSIS AND INFORMATION

RESEARCH INSTITUTE FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

LA GAUCHE DEMOCRATIQUE ET LA CRISE

Un Dialogue Franco-Allemand

Introduction

Une information de presse du mois d'août 1983: «Tandis que d'autres pays sauvegardent leurs emplois, nous marchons en avant sous la bannière de l'économie libre. C'est une politique irresponsable.» L'auteur de cette phrase, Berthold Keller, secrétaire général du Syndicat du Textile et du Vêtement, était d'autre part de l'avis que c'est une politique commerciale suivant la devise: «A bas les barrières, importations vers l'Allemagne avant tout», qui a provoqué au cours des 15 dernières années la perte de presque la moitié des emplois dans l'industrie du textile et du vêtement. En même temps, M. Keller a renvoyé à deux pays qu'il estime exemplaires, la France, où la dégradation de l'emploi dans l'industrie du textile marque le pas, et l'Italie, où le nombre des employés a même augmenté.

La critique du secrétaire général du syndicat reflète une position qui gagne du terrain face à la situation de crise croissante en Europe et à l'incapacité apparente des gouvernements de résoudre le problème central de cette crise, la politique de l'emploi. La gauche démocratique de l'Europe est, elle aussi, mêlée de plus en plus au processus de discussion des solutions de remplacement possibles à la politique économique pratiquée actuellement. Le fait que les sociaux-démocrates allemands défendent toujours une position plutôt «libre-échangiste» tandis que les socialistes français mènent le débat sur le protectionnisme avec moins de préventions, repose sur la tradition de la politique étatique et économique des deux pays. Mais également en ce qui concerne d'autres aspects de la crise — nouveau modèle de croissance, politique nationale de l'emploi, crise de l'Etat-providence — une vue souvent divergente des problèmes, liée aux lignes historiques de développement de l'Etat et de l'économie en France et en Allemagne se manifeste au sein de la gauche démocratique des deux pays.

Il paraissait donc raisonnable de retracer en peu de mots ces lignes de développement pour la France, afin de situer dans un contexte plus vaste le dialogue entre des experts français et allemands, se sentant tous d'appartenance à la gauche démocratique, qui est à la base de cette brochure.* Ce dialogue sous forme d'atelier a été organisé par l'Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches (ISER) en coopération avec l'institut de recherches de la Fondation Friedrich-Ebert, les 4 et 5 juillet 1983 à

* La discussion — avec la participation d'un économiste autrichien — portait également sur la situation dans d'autres pays européens; le sujet essentiel de la discussion était néanmoins les alternatives de la politique économique socialiste et social-démocrate en France et en République fédérale d'Allemagne.

Paris. Les résultats en sont aussi complexes que la problématique dont il s'agissait, et seuls ceux qui n'ont pas suivi la discussion en matière de politique économique au sein de la gauche démocratique en Europe, s'étonneront de ce qu'il n'ait pas abouti à une stratégie uniforme pour résoudre la crise. Toutefois, dans certains domaines des rapprochements, voire convergences se sont manifestés qui, dans un article paru dans «Le Monde», ont été expliqués à juste titre par la nouvelle situation des uns et des autres. En d'autres termes, la déchéance du gouvernement des sociaux-démocrates allemands et l'arrivée au pouvoir des socialistes français ont encouragé un tel processus de rapprochement. Que la crise n'en est pas encore maîtrisée, c'est une autre histoire; il est néanmoins probable qu'à long terme, la connaissance réciproque des idées et stratégies de l'autre y apporte sa contribution.

Table des matières

Introduction 3

A. L'Etat et l'économie en France 7

1. Lignes de développement historiques en trois mots-clés: protectionnisme — nationalisation — planification 8
2. La théorie et la pratique de la politique économique 12
3. L'Etat, la gauche et l'économie 14

B. La Gauche Democratique et la crise 18

1. Chaque crise est différente 20
2. L'économie mondiale: Le terrain de la crise 23
3. La politique nationale de l'emploi 26
4. Gare à l'Etat-providence! 31

Conclusion 35

Participants 37

A. L'Etat et l'économie en France

«L'Etat c'est moi», a pu dire d'un certain droit Louis XIV. Les présidents français ont préservé jusqu'à aujourd'hui une partie de ce pouvoir abondant. Les véritables maîtres de l'Etat dans la France du XXème siècle sont pourtant d'autres: «L'Etat c'est nous», pourrait-on faire dire — en exagérant un peu, certes — les technocrates dans l'Administration et les entreprises publiques.

La réalité est — comme toujours — plus nuancée. Ce qui est certain, c'est que l'Etat et avec lui ses «serviteurs» ont depuis toujours joué un rôle excessivement important. Louis XIV représentait l'Etat, mais ses bases matérielles ont été créées et gérées par d'autres: De l'encouragement déterminé des métiers par Colbert, le «ministre de l'économie» de Louis XIV, en passant par les idées de socialisation de la Révolution, jusqu'aux nationalisations de 1981/82, il y a comme un fil conducteur l'intervention de l'Etat dans l'économie, l'industrie et le commerce qui, bien que discontinue, s'est toujours reproduite.

Dans la comparaison de ce développement à celui en Allemagne, les spécificités du système français apparaissent plus clairement encore. Certes, en Allemagne également, il se cachait derrière la construction idéologique de la théorie économique libérale des intérêts vigoureux que l'on a trop souvent tentés d'imposer à l'aide de l'Etat, d'ordinaire tant méprisé. Mais tandis que les Allemands se sont attaqués à ces contradictions en menant des discussions de principe sur «l'Ordnungspolitik», les économistes français même pas un équivalent de cette notion. Ils connaissent, en effet, la notion d'«économie de marché», mais elle est pratiquement restée un mot étranger, comme fait remarquer Klaus-Peter Schmid, correspondant du «Spiegel» à Paris.

En revanche, les Allemands ont des difficultés, lorsque les Français manient sans préjugé des mots tels que nationalisation et planification dans les discussions sur l'économie politique. D'autant plus que ces notions ne sont pas seulement employées par des économistes de gauche, mais aussi par des conservateurs, ou pire: par des gouvernements de droite. Et finalement, ce n'est pas un secret que les patrons français avaient toujours réclamé l'intervention de l'Etat en faveur de leurs intérêts.
Les lignes historiques du développement de l'économie et de la politique économique suivaient donc un cours différent en France et en Allemagne. Ces lignes de développement seront illustrées par la suite à l'exemple de trois notions-clés.

1. Lignes de développement historiques en trois mots-clés: protectionnisme — nationalisation — planification

Protectionnisme

Les droits protecteurs de Colbert peuvent servir de preuve aux défenseurs de théories libérales, que l'Etat a «imposé» la protection aux entreprises — surtout en tenant compte de la célèbre formule qu'aurait dit Legendre, le marchand du roi, à Colbert: «Laissez faire, laissez aller, le monde va de lui-même».
Mais à partir du XIXème siècle, au plus tard, l'association symbiotique de l'Etat et de l'économie français se fait sentir. Ce n'est pas en dernier lieu la volonté de s'organiser en groupe de pression pour faire passer des mesures protectionnistes, qui est à l'origine des associations patronales françaises; et ceci malgré la rhétorique prédominante d'un libéralisme économique (un procédé souvent imité, non seulement en France). Une association patronale fondée en 1846 portait le nom significatif d'«Association pour la défense du travail national», et la justification idéologique du protectionnisme qu'il implique est pour l'essentiel restée la même un siècle et demi plus tard: la défense des intérêts nationaux et la protection des emplois, ce sont des arguments, auxquels n'ont pu se soustraire ni les gouvernements gaullistes ou socialistes, ni Valéry Giscard d'Estaing, qualifié de «libéral».

Par moments, la défense d'intérêts protectionnistes a mené à des constellations bizarres qui ne sont plus du tout compatibles avec le manuel illustré de la théorie de l'économie libérale (et qui découlent peut-être de la crainte sous-jacente des Français de l'idée de la concurrence): lorsque, en 1860, Napoléon III a signé un traité avec l'Angleterre portant sur des réductions considérables des droits de douane entre les deux pays, les patrons, notamment de l'industrie du textile, ont fait défiler leurs travailleurs dans les rues pour protester contre le traité et la suppression imminente de leurs emplois. Entretemps, cette relation est presque devenue le schéma classique d'un compromis social qui unit les patrons et les syndicats au sujet du protectionnisme. Au niveau politique, l'équivalent de ce compromis est une culture politique latente, qu'un économiste français a qualifiée de «gaullo-communiste» parce que les gaullistes et les communistes — bien qu'ayant des intérêts différents dans l'affaire — s'y rejoignent dans la défense de tendances protectionnistes. En ajoutant un élément à la mosaïque, vue de l'étranger, elle devient encore plus absurde. C'est justement le gouvernement du Front populaire des années 1936/37 qui a libéralisé le commerce extérieur, parce que la majorité de la S.F.I.O., à l'époque le premier parti du gouvernement, s'opposait au protectionnisme.

Aujourd'hui, le protectionnisme ouvert n'est que rarement pratiqué; ce n'est d'ailleurs plus possible, vu l'interdépendance internationale de

l'économie française et les engagements contractuels pris dans le cadre de la Communauté Européenne. Mais outre les instruments tarifaires tels que les normes, les standards de qualité etc. employés par presque tous les pays (même la R.F.A. «libre-échangiste», comme ne cessent de remarquer les Français en critiquant), la France prend souvent des mesures incontestablement protectionnistes, chaque fois que les «intérêts nationaux» l'exigent. Cela est vrai pour le marché de l'automobile, où depuis des années la part des voitures japonaises est limitée à trois pourcent, et pour la fermeture temporaire des frontières à certains produits (au vin d'Italie, aux textiles en provenance de l'Extrême-Orient). Des arguments protectionnistes sont également avancés dans la discussion actuelle de la politique économique du gouvernement de gauche: Face à la politique d'austérité pratiquée depuis peu par le gouvernement, l'aile gauche du Parti socialiste réclame, entre autres, une «politique de croissance socialiste» qui, vu le refus des autres gouvernements européens de contribuer à une relance concertée, serait défendue par des mesures protectionnistes choisies.

Nationalisation

En ce qui concerne la notion-clé de nationalisation, la discorde entre l'Etat et l'économie est moins prononcée, les positions sont plus claires — toutefois pas si claires comme cela peut paraître à quelqu'un qui n'est pas français. Bien entendu, cela va à l'encontre de la logique du patronat capitaliste que d'accepter des nationalisations. Mais d'autre part, l'Etat joue traditionnellement un rôle si important dans l'économie française et participe depuis toujours directement — par le biais d'entreprises nationales — à l'activité économique du pays, que le fait ne paraît en rien paradoxal que quelques managers haut placés continuent à occuper leurs postes après les nationalisations récentes, ou que des cadres appelés à pourvoir des postes dans les entreprises nationalisées proviennent de l'économie privée. Finalement, il ne faut pas oublier dans cette discussion que l'idée de la nationalisation ne réside pas uniquement dans la pensée socialiste, mais qu'elle est aussi répandue dans certains cercles républicains d'une bourgeoisie de gauche et que des mesures de nationalisation ont également été soutenues par des forces bourgeoises.

En France, l'origine du mouvement de la nationalisation s'inscrit dans la suite de la Révolution de 1789, donnant naissance dès le début à presque autant de concepts différents que de défenseurs de l'idée de la nationalisation. Du «Manifeste des Egaux» en 1797 jusqu'à Constantin Pecqueur, le premier «théoricien» de la nationalisation ayant publié son oeuvre principale en 1842, en passant par les socialismes utopiques de Fourier et Blanqui, il y a un fil conducteur de discussions conceptuelles, certes encore très peu précises et sans valeur pratique. Cela a changé après la fin de la Commune de Paris en 1870, lorsque le mouvement

ouvrier organisé et prenant ses forces a fait de la nationalisation son sujet. Plus important encore pour le développement ultérieur, était peut-être le fait qu'après l'éffondrement simultané de l'ancien empire l'idée de la nationalisation est aussi devenue une «idée républicaine»: Les radicaux-socialistes, ce grand parti libéral de gauche de la IIIème République, ont réagi ainsi à l'attitude monarchiste et anti-républicaine d'une grande partie du capital français qui sabotait la jeune République.

L'époque de 1880 à 1914 abondait en discussions politiques et idéologiques, au cours desquelles la nationalisation devient une notion conceptuelle; en même temps, des expériences pratiques sont vécues, surtout au niveau local (coopératives de production et de consommation, institutions locales de prestation de services). Il est vrai qu'à cette époque déjà, la dispute sur le bon concept de la nationalisation naît au sein de la gauche et des positions se créent qui, pour l'essentiel, sont toujours les mêmes aujourd'hui. Les deux extrêmes de cette dispute pourraient être caractérisés par «l'étatisation» et la «socialisation»: Une partie du mouvement ouvrier revendiquait l'extension de l'activité de l'Etat dans le domaine de l'économie, parce que les bases d'une société socialiste seraient ainsi jetées. Une autre partie considérait l'Etat comme instrument de la domination bourgeoise et misait, en conséquence, sur l'autogestion des entreprises par les salariés; Jean Jaurès a dit dans le contexte de la revendication de nationalisation des mines que «la mine aux mineurs» était mieux que «la mine à la nation».
Avec la participation des dirigeants socialistes et syndicaux dans l'économie de guerre, la Première Guerre mondiale a conduit à une autre relance de l'idée de la nationalisation, qui s'est manifestée en 1918 dans le programme de la puissante C.G.T. (pas encore communiste à l'époque): Outre la journée de huit heures et la création d'un Conseil Economique du Travail, une des revendications principales du syndicat était la nationalisation des secteurs économiques les plus importants. Lorsque sa réalisation paraissait imminente grâce à l'arrivée au pouvoir du Front populaire en 1936, presque rien ne s'est passé (mis à part la nationalisation de l'industrie d'armement): Un autre paradoxe de la relation assez compliquée entre l'Etat et l'économie en France. Pourtant, ce n'était pas la résistance des radicaux (bourgeois) faisant partie du Front populaire, qui empêchait les mesures importantes de nationalisation, mais plutôt la dispute au sein de la gauche (entre communistes et socialistes) sur le bon concept de la nationalisation et, d'une façon générale, sur le rôle de l'Etat. Somme toute, l'entre-deux-guerres a produit la nationalisation d'une grande partie des transports (Air France, S.N.C.F.) ainsi que de l'industrie d'armement et du pétrole.

A l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1981, la majeure partie du secteur nationalisé était cependant l'héritage des nationalisations réalisées par Charles de Gaulle après la Deuxième Guerre mondiale (l'électricité, le gaz, le charbon, l'énergie nucléaire, l'aéronautique, Renault, et une partie des banques et assurances). Celles-ci reposaient sur le programme du Conseil National de la Résistance et devaient leur mise en oeuvre au fait que l'idée de la nationalisation était répandue bien au-delà de la gauche jusqu'aux gaullistes et au M.R.P. catholique de gauche. Ce n'est pas par hasard que le Programme commun des socialistes et des communistes de l'année 1972 semble être la poursuite de cette tradition tout comme le programme gouvernemental de François Mitterand de 1981, par lesquels les bases de programme des mesures de nationalisation des années 1981/82 ont été jetées.

Planification

En France, la planification économique, d'un point de vue libéral l'expression suprême de l'économie socialiste, n'est pas, elle non plus, le domaine exclusif de la gauche. Depuis la fin de la guerre, sous des gouvernements changeants, mais dominés par «la droite» la plupart du temps, la France a connu huit plans économiques. Il faut cependant tenir compte du fait qu'en France, les plans n'ont qu'un caractère indicatif et non impératif. L'Etat s'en sert uniquement comme instrument pour diriger l'économie concertée qui a des traits dirigistes, mais qu'il ne faut en aucun cas confondre avec les systèmes d'économie planifiée dans le sens stricte du mot.
L'origine et l'évolution de l'idée de la planification mettent en évidence l'ambivalence qui caractérise la relation entre l'Etat et l'économie en France et que nous avons déjà évoquée au sujet du protectionnisme et de la nationalisation. Au cours des années 20 et 30, cette problématique est discutée pour la première fois en détail au sein du mouvement ouvrier (et refoule en partie la discussion de la nationalisation), mais à partir de 1934 déjà, ce sujet divise la gauche en deux fronts opposés: Tandis que la S.F.I.O. rechasse l'idée de la planification économique, car uniquement la rupture totale avec le capitalisme pourrait mener à un changement de la société, mais pas la planification étatique ou des réformes dans le cadre du système en place, la C.G.T. accepte le principe de la planification. Ainsi, les véritables pères de la «planification à la française» se trouvent finalement — pareil que pour la nationalisation — moins dans les discussions théoriques et scientifiques ou au sein des partis politiques, que plutôt dans les cercles élitistes des hauts fonctionnaires d'Etat et en partie parmi les dirigeants syndicaux; et tout comme les mesures de nationalisation de l'après-guerre, l'idée d'une économie dirigée se concrétise surtout au sein des instances et organisations de la Résistance et de la Libération. Il est évident que les deux concepts — la nationalisation et la planification — sont en étroite liaison l'un avec l'autre; les entreprises nationales représentent une base essentielle de la politique économique dirigiste. L'héritage de ces idées, nées de la résis-

tance contre l'occupation allemande et des discussions sur l'avenir de la France, comporte des contradictions et a influencé fondamentalement la théorie et la pratique de la politique économique française de l'après-guerre.

2. La théorie et la pratique de la politique économique

Voilà comment on pourrait poser une devinette sur la politique économique française de l'après-guerre:

— Dans quel pays de l'Europe a-t-on prononcé plus de 26.000 décrets de contrôle et de blocage des prix malgré des gouvernements principalement conservateurs-libéraux (pendant plus des deux tiers du temps par rapport à la durée de gouvernement)?

— Où s'est-il produit au cours d'une période de gouvernement adoptant une attitude particulièrement «libérale» et une rhétorique élitiste et «anti-égalitaire» un accroissement considérable de la part de l'Etat dans l'économie?

— Dans quel pays européen un gouvernement de tendance nationaliste prononcée a-t-il laissé en héritage, après avoir été longtemps au pouvoir, une dépendance de l'étranger (qualifiée d'inquiétante par la gauche), notamment dans le domaine des technologies modernes?

— Où est-ce qu'une opposition de droite s'est opposée farouchement aux mesures de nationalisation entreprises par le gouvernement de gauche, sans pour autant réclamer l'annulation de ces mesures au cas où un changement de gouvernement se produirait?

On pourrait poursuivre à volonté la liste de questions de ce genre. Elles font allusion à la spécificité du système économique français en Europe et permettent d'entrevoir le dilemme qui dans les autres pays n'est pas inconnu non plus, mais tout de même moins prononcé: Lorsque c'est la droite qui gouverne, elle emploie certaines «idées» de la gauche, même si elle les modifie à sa façon; lorsque la gauche est au pouvoir, les «réalités économiques» l'obligent à prendre des mesures relevant au fond du répertoire de politique économique de la droite.
La droite française porte constamment le pavois du libéralisme économique droit devant elle, mais cache derrière celui-ci un «pragmatisme étatique» qui dans d'autres pays européens provoquerait l'état d'urgence de l'«Ordnungspolitik». Dans ce contexte, le septennat de M. Giscard d'Estaing est particulièrement frappant, puisqu'il s'est inscrit dans les annales officielles de la politique économique française comme extrêmement libéral; vues les proclamations antidirigistes et s'orientant vers l'économie de marché de son Premier Ministre Raymond Barre, des observateurs étrangers ont même parlé d'une «révolution silencieuse». Cependant, entre 1973 et 1983 (en gros la présidence de M. Giscard d'Estaing), la part de l'Etat dans l'économie a augmenté en réalité dans une plus forte mesure que pendant les années 1946 à 1973; au cours de ces dix années, elle est passée de 35,7 % à environ 44 % du produit national brut. Parallèlement, en dépit de tous discours visant l'éfficacité et la conscience élitiste, l'assurance-chômage a été améliorée et le pouvoir d'achat des salaires a augmenté en termes réels; c'est un retournement remarquable de bien des comportements largement connus en Allemagne fédérale. Malgré la participation persistante et même croisssante de l'Etat, la politique économique de Raymond Barre contenait les caractéristiques d'une politique se détachant de la politique keynésienne de la demande et s'orientant plutôt vers l'offre, mais elle n'était pas aussi spectaculaire que celles mises en oeuvre aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne, loin de là.

Un autre modèle social de la droite française qui fournit des exemples d'une stratégie économique et sociale de droite, bien que tout à fait différente, c'est la «Société Nouvelle» de l'ancien Premier Ministre Chaban-Delmas (1969-1972): Ce modèle visait la modernisation du capital français par le biais d'une industrialisation forcée et l'intégration de la classe ouvrière dans la société de consommation. Parmi les conseillers de M. Chaban-Delmas il y avait à l'époque un homme qui était jusqu'à peu de temps un des piliers les plus importants du gouvernement de gauche: Jacques Delors, puissant super-ministre de l'économie et des finances dans le gouvernement Mauroy. Jacques Delors représente de manière particulièrement nette les ramifications de la politique économique française: Venant du mouvement syndical chrétien et de l'aile gauche du gaullisme, il a essayé à l'époque de mettre en oeuvre une politique «de gauche» avec le gouvernement de droite. Après 1981, il était au centre de la critique prononcée par la gauche parce que, au sein d'un gouvernement de gauche, il participait en large mesure à l'élaboration d'une politique «de droite» où l'on parle beaucoup de rigueur et d'austérité, mais presque plus de ce qui était à la base du programme de la gauche, comme par exemple l'autogestion. Les critiques de gauche de la politique économique actuelle donnent une explication à ce nouveau paradoxe de la politique française et pensent pouvoir expliquer en même temps, pourquoi les mesures de nationalisation des années 1981/82, à la différence de celles de 1945, n'étaient pas combattues de toute leur force par les personnes touchées (les capitalistes) et fêtées comme victoire par

les salariés: Les sociologues Michel Bauer et Ellie Cohen ramènent ce phénomène (et ceci dans le magazine du P.S., «Nouvelle Revue Socialiste») au développement de la France, manifeste depuis le lendemain de la guerre, vers une société d'appareil. Ils entendent par là une société où les grands groupes industriels privés et publics ainsi que l'administration déterminent la politique économique par le moyen d'un système «libéral-dirigiste»; l'Etat distribue ses aides diverses à ces groupes suivant les intérêts stratégiques à long terme des différents groupes, qui sont plus important que la tendance politique économique du gouvernement respectif. Sous cet angle, il devient évident que les mesures de nationalisation ont à peine modifié le caractère du système politico-industriel.

Cette critique de gauche reflète d'une manière étrange les objections d'habitude élevées par les conservateurs sur le pouvoir «d'appareils anonymes» et de «technocrates sans âmes» qui sont évoqués en tant que spèctre de la domination socialiste. En France, la gauche a hérité de ces prédécesseurs conservateurs et libéraux de ces structures, ou du moins de structures semblables, lors de son arrivée au pouvoir.

3. L'Etat, la gauche et l'économie

Si parfois le «pouvoir des technocrates» est qualifié de typique pour le système politique en France, c'est sans doute vrai à un certain degré et explicable par l'évolution historique de l'Etat national doté d'un centralisme monolithique. Mais comment peut-on expliquer le fait que c'est justement pendant le règne «libéral» de M. Giscard d'Estaing que ce pouvoir s'est amplifié jusqu'à devenir un véritable «technocratisme», tandis que la part des personnes provenant de l'économie privée dans les cercles dirigeants des ministères et occupant les postes importants dans l'administration s'est accrue depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir? Et ces deux constats, ne sont-ils pas contrecarrés par les résultats de sondages disant qu'environ 60 % des cadres supérieurs du secteur public votent à gauche et 80 % des cadres supérieurs de l'économie privée votent à droite?
Dans ce cas également, les contradictions semblent être plus grandes que cela ne correspond à la réalité. En France, le «pouvoir des technocrates» repose sur le système de recrutement et de formation ainsi que sur la grande influence de l'Etat dans tous les domaines de la société, qui est à son tour renforcée par les activités des «technocrates». Dans cette situation, il importe peu que le gouvernement au pouvoir soit de droite ou de gauche: Les postes-clés dans l'Administration et les entreprises nationales sont occupés par des personnes ayant subi les procédés de sélection rigoureuse des grandes écoles élitistes (Ecole Nationale d'Administration, Ecole Polytechnique, Institut d'Etudes Politiques, etc.), et en sortant marquées par la «culture politique étatique» qui règne dans ces institutions. La notion de la «culture politique étatique» définit une attitude présentant d'une part des caractéristiques fortement loyalistes, comparables à «l'éthique prussienne des fonctionnaires», mais incluant en même temps une attitude éclairée et pas du tout apolitique qui essaie d'exercer une influence directe sur la formation de l'Etat et de la société. Son idéal est un libéralisme modéré par l'action dirigiste de l'Etat, qui a produit, en partant d'un mélange d'idées keynésiennes et d'une éthique catholique progressiste, la «planification» comme instrument pour maîtriser le «désordre» économique et établir un consensus social. L'accentuation du rôle de l'Etat, inhérente à la gauche, a suscité un écho naturel dans ce milieu, notamment après que le Parti socialiste se soit ouvert davantage aux idées «modernistes» et que l'influence des pensées marxistes ait diminué.
Ainsi, il n'est donc pas étonnant que le profil social de la nouvelle élite socialiste occupant les postes-clés dans l'Etat (surtout dans les cabinets ministériels, les organes de direction des ministères) et les entreprises publiques soit identique à celui d'une élite dirigeante classique, comme l'ont constaté les sociologues français Monique Dagnaud et Dominic Mehl dans une étude publiée sous le titre de «L'élite rose». Cela correspond aussi à l'image du P.S. d'un parti dans lequel — mis à part les personnes occupées dans l'éducation nationale — les cadres moyens et supérieurs de l'Etat et de l'Administration exercent une influence relativement forte, comparé à leur représentation dans la société. Ces nouveaux intellectuels, les «clercs» de la société industrielle développée, maîtrisent les dossiers de la politique économique et fixent en large mesure son orientation, même si les décisions de principe sont prises au niveau des dirigeants politiques.
Pourtant, la gauche est arrivée au pouvoir dans une situation qui ne permet que très difficilement de concilier les prétentions du programme et les contraintes économiques. Cette situation est caractérisée par:

— une période dans laquelle le chômage massif est un phénomène constant (depuis 1974 environ);

— une croissance ralentie qui ne permet le progrès social plus qu'au moyen d'une redistribution interne (et non plus, comme dans les années 60 et au début des années 70, grâce à des taux de croissance élevés);

— la crise simultanée de l'Etat-providence, qui se compose de deux éléments: un élément financier en conséquence du clivage entre la croissance économique et le progrès social, et un élément de légitimation caractérisé par le doute sur le sens du système, mais comprenant en même temps une conception quasi mécaniciste de la solidarité, dans le sens d'une propagation permanente des «bénédictions» de l'Etat-providence;

— une société de plus en plus «social-corporatiste» dans laquelle les fronts des grands groupes sociaux se dissolvent en faveur d'une «atomisation» en de nombreux groupes professionnels et d'intérêts entraînant une répartition plus sélective et exclusive des privilèges sociaux.

Pierre Rosanvallon, économiste français proche du P.S., a cité l'évolution de la France vers une société de mécontentement comme une des causes probables de l'action combinée de ces facteurs. Dans cette situation, le défi principal pour la gauche est de réaliser le progrès social même dans des conditions de croissance ralentie (voire stagnante) et de pratiquer en même temps une politique d'austérité qui ne s'oriente plus sur le schéma classique «de droite — de gauche» ou «les riches — les ouvriers», mais qui, moyennant un «compromis démocratique» entre les individus, les différents classes, groupes et catégories, tienne compte des nouvelles réalités sociales. Sur ce point, Pierre Rosanvallon critique sévèrement la politique économique pratiquée jusqu'à présent par le gouvernement de gauche. Après avoir épuisé sa stratégie de réformes encore compatible avec la croissance ralentie, la gauche se limiterait à présent apparemment à la «gestion». Le virage pratiqué par la gauche en matière de politique économique qui s'est surtout avéré dans le programme d'austérité du printemps 1983 (le deuxième Plan Delors), a contribué à nourrir des reproches de ce genre. Après le changement de gouvernement en 1981, on avait d'abord mené une politique de croissance keynésienne de gauche en stimulant la demande, qui s'est cependant heurtée à des limites extérieures dûes à la stagnation mondiale. A cause de son interdépendance internationale, la France n'a pas pu survivre en tant qu'îlot de croissance accrue dans une mer de politiques néo-libérales de restriction (pratiquées surtout par les voisins européens). Le déficit croissant du commerce extérieur et les déficits budgétaires, notamment en ce qui concerne la Sécurité Sociale, ont incité le gouvernement à un changement de cap qui est caractérisé par les notions de «rigueur» et d'«austérité» et pour lequel le nom de Jacques Delors était devenu l'image de marque. Pour freiner la demande intérieure on a eu recours aux moyens traditionnels de la réduction des dépenses et la hausse des recettes publiques par le biais d'impôts, d'impôts supplémentaires et d'un emprunt forcé. La question de savoir si ces mesures conduiront à l'effet souhaité est discutée même au sein des experts gouvernementaux; cependant, ce qui déjà certain, c'est le prix en sera une montée en flèche du chômage.

Ces mesures ont remis en question un des plus grands succès de la politique de réformes pratiquée jusque là dans de nombreux secteurs de la société parallèlement à la politique de croissance. En effet avait-on su, au cours des deux premières années du gouvernement socialiste, arrêter la montée du chômage, réduire les inégalités sociales et démocratiser de

vastes secteurs de l'Etat et de la société. Les mesures de nationalisation étaient sans aucun doute le noyau de cette politique de réformes et concernaient environ une douzaine de grands groupes industriels, deux holdings et 39 banques. Le secteur bancaire est maintenant presque complètement contrôlé par l'Etat; en même temps, la part des entreprises nationales dans l'industrie s'est accrue à plus de 22 % en ce qui concerne l'emploi, par exemple, et s'élève même à 53 % des investissements. Dans la stratégie économique et sociale de la gauche française, ces mesures visent à relancer les investissements et à renforcer la recherche, deux objectifs qui doivent contribuer à améliorer la compétitivité internationale de la France et à réduire la dépendance de l'étranger dans le domaine des technologies modernes, laissée en héritage par les gouvernements de droite précédents. En outre, la nationalisation de ces entreprises-clés et des banques a augmenté l'autonomie économique et politique du gouvernement.

Dans un autre champ également, les nationalisations ont contribué à des résultats dont le gouvernement de gauche se fait un des mérites essentiels de sa stratégie de réformes sociales: Dans le domaine de la démocratisation et décentralisation. Les conseils d'administration des entreprises nationalisées se composent de représentants de l'Etat, des employés et consommateurs, d'experts, etc... Certes, par là le mot d'ordre de l'autogestion, prédominant dans le passé, n'est pas mis en pratique; mais comme pour la décentralisation administrative et la démocratisation de la planification moyennant la participation des partenaires sociaux et des mouvements sociaux à la Commission nationale de planification, ces mesures ont assoupli considérablement les structures centralistes rigides de l'Etat français. Le fait que ceci a été possible justement sous la gauche «étatiste», est un autre paradoxe de la politique française, qui, en y regardant de près, n'est tout de même pas si paradoxal que cela, car à côté de la tendance jacobine centraliste, il a toujours existé au sein de la gauche française une forte tradition «autonomiste» visant à l'autogestion.

B. La gauche démocratique et la crise

Aussi bien le Parti socialiste français que la social-démocratie allemande comprennent toute une gamme de groupes et de tendances sociaux, politiques et idéologiques. En partie, les adhérents se situent dans la tradition marxiste, d'autres se rallient à une critique fondamentale alternative des sociétés industrielles capitalistes, qui met en cause davantage «l'industrialisme» que «le rapport capitaliste». Une partie importante des adhérents, dont l'influence s'est manifestée à travers la politique des gouvernements aux sociauxdémocrates allemands et qui se manifeste actuellement à travers la politique gouvernementale française, suit une ligne modérée et réformiste visant d'une part à maintenir le système de l'économie de marché et d'autre part à le rendre plus social et plus efficace par des interventions étatiques.

Le mot «et» entre «social» et «efficace» cache toute une série de problèmes qui ont surgi massivement avec la crise. Le modèle de croissance des «les Trente Glorieuses» (Fourastié) après 1945 reposait sur la compatibilité, voire l'interaction positive, de ces deux qualités. La croissance du revenu réel et l'accroissement de la productivité, les investissements publics, les systèmes de prévoyance et de sécurité, et l'économie privée se complétaient et se conditionnaient mutuellement. Les dépenses publiques dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la recherche et des transports étaient considérées comme des investissements qui, en fin de compte, étaient payant pour les entreprises, car il participaient à l'augmentation de la productivité et de la compétitivité. Dans le cadre de ce modèle de croissance, la social-démocratie n'avait pas à craindre un conflit entre les intérêts de sa clientèle, les ouvriers et les salariés, et ceux de l'industrie et de l'économie nationale dans son ensemble, bien au contraire, elle pouvait même se considérer comme porteur de la modernisation qui commençait seulement à donner essor au progrès en réduisant les obstacles traditionnels.

La crise a détruit l'harmonie préstabilisée du «social» et de l'«efficace». Les moyens Kynésiens de stimulation de la demande par la redistribution des revenus élevés (à fort taux d'épargne) vers les revenus modestes (à forte propension à consommer) contribuaient à produire l'inflation et la stagnation. L'Etat-providence, avec ses impôts et charges élevés, n'était plus considéré comme stabilisateur d'une économie à croissance rapide, mais comme un boulet, comme obstacle à l'adaptation. Les moyens prêchés pour sortir de la crise étaient la réduction des salaires, la limitation de l'activité de l'Etat et la «dérèglementation».

Les nouvelles tendances conjointes de la crise économique et du coup de barre politique à droite ont bouleversé la gauche démocratique, notamment le SPD dans son centre de gravité. Les marxistes et les alternatifs avaient remarqué depuis plus longtemps des contradictions entre le «social» et l'«efficace». Le centre, par contre, se nourrissait de leur compatibilité, fut contraint de trouver un nouveau concept, définir une «politique économique humaine» comme «alternative social-démocrate» (W. Roth).

Les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands avaient dès le départ des perceptions différentes de la crise et ont gardé cette vue divergente. Ceci est dû, d'une part, au fait que l'aile de la critique fondamentale (marxistes et alternatifs) a un poids différent dans les deux partis: il est plus important dans le P.S.. D'autre part, cela réside dans l'histoire politique différente au cours des dernières années et décennies. Quand le SPD était au pouvoir, il se voyait dans l'obligation de conclure des compromis avec un partenaire situé à sa droite et prônant le libéralisme, notamment en matière politique économique. Le P.S. partageait pendant longtemps un «Programme commun» avec les communistes et après la victoire électorale — bien qu'à partir d'une position de suprématie évidente —, le pouvoir. La responsabilité du pouvoir et la nécessité de passer des compromis ont engendré au centre du SPD une façon de voir de plus en plus technocratique, au grand déplaisir de l'aile d'opposition fondamentale. Les électeurs n'ont pas bien accueilli non plus la tentative de présenter le SPD comme garant de l'efficacité à partir du moment où l'engagement social concomitent était considéré comme une entrave. Le P.S., par contre, a abordé la tâche du gouvernement avec un programme social solide qui a su plaire même à l'opposition fondamentale (nationalisations, augmentation des salaires, réduction de la durée du travail), mais qui prétendait de ne pas entraver l'efficacité et d'être même une condition pour «la reconquête du marché intérieur». L'évolution économique a déçu tous ces espoirs. Pour faire face à la crise, le centre dominant autour de François Mitterand, Pierre Mauroy et Jacques Delors a opté pour la voie technocratique du programme d'austérité, de la rigueur.

Ainsi, aujourd'hui les deux partis sont désillusionnés. Un SPD «technocratique» est à la recherche d'idées nouvelles, un P.S. «idéologique» essaye de mettre en oeuvre une politique gouvernementale technocratique. Pour le moment on ne voit pointer que l'ébauche d'une convergence des théories et des pratiques. L'analyse de la crise, les prévisions et thérapeutiques restent très différentes, mais l'apprentissage s'est amorcé. Ceci ressort clairement des positions différentes, mais aussi des points de vue communs en ce qui concerne la nature de la crise, les contraintes de l'économie mondiale, la politique de l'emploi et l'Etat-providence.

1. Les perceptions différentes de la crise

Tout le monde, pas uniquement les socialistes allemands et français, est d'accord pour dire que la crise existe. Mais la confusion et le désaccord règnent sur la question de savoir ce que c'est une crise et ce qui caractérise en particulier la crise actuelle. Une des conséquences de la crise est sans doute au centre de toutes les réflexions de la gauche démocratique: le chômage. On considère qu'il est étroitement lié à la faiblesse de la croissance et la crise des finances publiques. Mais quelle est la cause de la crise? Est-ce la défaillance du marché ou de la politique? S'agit-il d'une crise globale ou d'une crise domestique? Est-ce une courte période de décroissance conjoncturelle, ou bien une crise structurelle du modèle de croissance qui avait déterminé «les Trente Glorieuses»?

La réponse à ces questions dépend aussi du choix du paradigme, du contexte théorique dans lesquels ont les pose. Les socialistes français se situent toujours davantage dans la tradition de la pensée de Marx. D'une manière générale, les intellectuels français aiment la pensée ordonnée et englobante, l'élégance de la forme et la clarté du style. La social-démocratie allemande, par contre, suit plutôt le courant dominant de la pensée macroéconomique et le keynésianisme. Il n'en reste pas moins que l'approche de Keynes joue également un grand rôle auprès des socialistes français qui la lient volontiers aux théories marxistes de l'insuffisance de la demande due à une mauvaise distribution (sous-consommation). La critique contre Keynes, devenue à la mode avec la renaissance conservatrice, n'a réduit l'importance de sa théorie qu'en très faible mesure, même au sein de la social-démocratie. L'argumentation de politique économique avancée par l'opposition allemande suit encore en grande partie l'approche keynésienne. Là, où l'on s'en distancie malgré tout, elle n'est pas remplacée par un modèle unifié d'explication alternative. On choisit plutôt parmis les théories économiques classiques des thèses partielles qui paraissent adaptées aux enjeux du moment. Cette «débrouille» est alors justifiée de manière épistémologique par référence au rationalisme critique de Popper qui accorde de toute façon de meilleures chances de succès au «piece-meal-approach» (technologie de compilation), à la solution de problèmes concrets isolés, qu'aux théories globisantes prônant le changement du système.

Il n'est donc pas étonnant que les réponses données par la gauche française et allemande soient si divergentes. Parfois, c'est seulement le ton différent qui fait sonner la chanson différemment, mais le plus souvent les théoriciens proches du P.S. ont tendance à considérer la crise comme étant structurelle et de longue durée. Pour autant qu'une défaillance politique en est la cause, ceci serait dû au fait que dans le capitalisme la politique économique pratiquée par l'Etat peut à peine modifier le comportement autonome du marché. La situation est semblable en ce

qui concerne la dimension géographique de la crise: elle est globale et la France fait partie de cette structure global en état de crise. S'y ajoute que l'économie française est sans doute moins en mesure de se soustraire à de telles contraintes globales que l'économie américaine, japonaise ou allemande. Les théoriciens de la gauche allemande voient, par contre, plutôt une défaillance politique à l'origine de la crise. A cause de cette défaillance on n'avait pas su corriger ou compenser les faiblesses perceptibles du marché, bien que cela eût été, en principe, possible. A part les facteurs conjoncturels, on reconnaît certes des facteurs structurels provoquant la crise, mais ceux-ci sont rarement pris en compte sous forme d'un changement structurel profond du modèle de croissance dans son ensemble. Ce sont plutôt des solutions de rechange conjoncturelles qui sont discutées, comme par exemple le rôle de la faiblesse de l'offre ou de la demande. Ce sont certes surtout les sociaux-démocrates allemands qui insistent sur la dimension internationale de la crise, mais cela va de pair avec la conviction qu'il est possible de maîtriser cette problèmatique globale par la coordination internationale.

Les résultats des politiques économiques mises en oeuvre par les deux partis au pouvoir ne donnent pas lieu à préférer l'une ou l'autre de ces solutions théoriques. La tendance des Français à résoudre les problèmes de la crise de manière élégante par la voie analytique n'a pas abouti à des résultats valables dans la pratique, et la gestion de la crise pratiquée en Allemagne n'a pas pu éviter l'atteinte portée à certains objectifs principaux de la politique économique, notamment ceux d'une politique économique d'orientation sociale (-démocrate). Cette critique paraît suggérer que cela vaut la peine que l'on creuse plus profondément ces deux théories: éventuellement, les analyses françaises donnent des explications à la question de savoir pourquoi des concepts traditionnels en matière de politique économique, keynésiens aussi bien que classiques, n'agissent plus. De l'autre côté, ces théories sont peu utiles si elles non plus, elles ne permettent pas de déduire des conséquences propres en matière de politique économique qui diffèrent qualitativement de celles qui peuvent être déduites des approches keynésienne (la politique du P.S. jusqu'en 1982) ou classique (la politique du P.S. à partir de 1982).

Pourtant, l'échec de la politique keynésienne et classique que l'on peut observer dans la plupart des pays membres de l'O.C.D.E. aurait fort besoin d'une explication. L'approche qui consiste à interpréter la crise actuelle comme une aggravation conjoncturelle de la crise progressive que connaît le modèle de croissance des «Trente Glorieuses» pourrait y contribuer. Dans la discussion économique au sein de la gauche française, ce modèle de croissance est appelé «accumulation intensive» ou «fordisme». Il repose sur

— des gains de productivité importants et rapides, grâce à la modernisation de la production;

— l'augmentation parallèle des profits et des salaires ainsi rendue possible;

— un modèle de consommation qui oriente la demande basée sur la progression des salaires réels surtout vers une gamme de biens de consommation durables émanant d'une fabrication de haute productivité.

Ces gains de productivité s'épuisent entre autres à cause de la détérioration croissante des ressources naturelles et d'une «crise du travail» (= absentéisme, grèves, rotation rapide du personnel). Les marges de répartition s'amenuisent, effet auquel l'extension rapide de l'activité de l'Etat ont également contribué. En même temps, le modèle de consommation se heurte à des limites de saturation au moment où le degré d'approvisionnement de la population des pays industrialisés en biens de consommation durables les plus importants avoisine les 100 % et qu'il ne reste qu'un faible besoin de remplacement à satisfaire.

Théoriquement, il est tout à fait possible d'imaginer de nouveaux modèles de croissance et on en a présenté (A. Michalet): ils recouvrent toute la gamme de la «société postindustrielle» de Bell, jusqu'à la «société nouvelle» plus radicale («socialisme écologique»). Le modèle de Bell et des modèles analogues se fondent sur une nouvelle phase de haute productivité réalisée grâce aux nouvelles technologies (l'électronique, l'informatique, la biogénétique, etc.) qui économisent des matières premières et du travail, et grâce à une nouvelle organisation du travail qui demande plus de flexibilité et de participation. Le deuxième modèle préconise les technologies douces, les structures décentralisées, l'abolition du travail aliéné (réduction de la division du travail, autonomie) (Gorz), la renonciation à la «primauté de la productivité» (Strasser/Traube). Entre les deux, des modèles mixtes sont sans doute concevables.

Ce passage à un nouveau modèle de croissance est cependant toujours confronté à des contradictions insurmontables qui provoquent justement la crise: la poule n'a pas encore pondu l'oeuf, donc elle ne peut pas éclore, grandir et enfin pondre l'oeuf. Les revenus ne peuvent pas progresser rapidement, puisque la production n'augmente pas, qui ne peut augmenter que lorsque les industries nouvelles produisent en masse à l'aide de technologies nouvelles pour un nouveau modèle de consommation, qui ne peut naître de revenus croissants qu'à condition qu'il y ait en même temps suffisamment de profits pour investir dans ces industries nouvelles. Les politiques traditionnelles keynésiennes et classiques empêchent ou que la poule ponde des oeufs, ou alors que les ouefs éclosent. Dans l'un des cas, on réduit les revenus du travail salarié de sorte que la faiblesse de la demande empêche que de grands investissements soient faits dans la production pour le nouveau modèle de consommation, bien que le capital nécessaire serait disponible grâce aux profits éléves; dans

l'autre cas, les revenus sont créés, mais la constitution de l'offre n'est pas rentable, ou alors le capital nécessaire n'est pas disponible, puisque la part (relativement) trop élevée des salaires dans le produit national a empêché une formation du capital suffisante.
Les théoriciens de la crise de «l'accumulation intensive» ou du «fordisme» sont cependant redevables d'un conseil, comment échapper à ce cercle vicieux. Comme il existe en plus de grandes divergences entre les «postindustriels» et les «socialistes écologiques» sur la question de savoir dans quelle direction de l'évolution il faut s'échapper du cercle vicieux, tout reste pour l'instant incomplet jusqu'à ce que les intérêts sociaux se soient prononcés plus clairement pour et contre certaines lignes de développement.

2. La crise au niveau de l'économie mondiale

Des marxistes jusqu'aux technocrates, tout le monde est d'accord pour dire que la crise est un phénomène international. Quelle que soit l'appréciation de la relation entre les facteurs conjoncturels et structurels, les deux obtiennent apparamment leur poids de leur dimension globale: la crise du pétrole se répercute sur tous les pays importateurs de pétrole, la synchronisation internationale de la décroissance la rend plus cruelle, et dans chaque pays, les politiques économiques et de l'emploi doivent faire face à des contraintes massives sur le plan des échanges extérieurs qui réduisent leur marge d'action.
Les socialistes français et allemands ont eux aussi l'impression d'être plutôt victime qu'acteur dans la crise économique mondiale. Mais tandis que les Français comptent déjà leurs voisins de l'ouest parmis les acteurs, les Allemands considèrent que ce sont les Américains qui sont les méchants dans cette histoire. Souvent on grossit les contraintes extérieures en causes principales de la crise pour détourner l'attention de ses propres faiblesses. Les deux points de vue contiennent toutefois quelque vérité: Les déficits budgétaires américains contribuent aux taux d'intérêt élevés aux Etats-Unis, même s'ils n'en sont pas la cause unique. Les taux d'intérêts élevés attirent vers les Etats-Unis le capital qui sert à financer les déficits du budget et de la balance extérieure. Ces derniers se sont accrus à cause de la position forte du dollar qui réduit la compétitivité des exportations américaine. Il est vrai que ceci augmente la compétitivité internationale de l'Allemagne fédérale (et d'autres pays), mais les taux d'intérêts intérieurs élevés, qui ne peuvent être baissés à cause des taux d'intérêts américains et du dollar fort, freinent la croissance nationale. L'un et l'autre aggravent finalement la dépendance de l'économie allemande de ses exportations. C'est dans ce sens que l'Allemagne fédérale peut se considérer victime des Etats-Unis.
D'un autre côté, la politique réflationniste pratiquée par la France a procuré à l'industrie exportatrice allemande le bel exédent d'échanges

bilatéraux de 38 milliards de francs environ, rien qu'en 1982. Les déficits élevés et l'attitude des marchés financiers internationaux face à la France socialiste ont poussé à plusieurs dévaluations de la monnaie française. Finalement, le gouvernement s'est vu obligé à un tournant en matière de politique économique: la rigueur déflationniste devra réduire les importations et consolider le franc. Certains socialistes keynésiens se sentent confirmés par cela dans leur conviction qu'une politique nationale de l'emploi ne peut être mise en oeuvre avec succès que si l'on se retire simultanément en partie du marché mondial, en appliquant au moins un certain degré de protectionnisme et de contrôle des mouvements des capitaux. Les partenaires commerciaux n'auraient guère de raison d'être fâchés. Car, en fin de compte, que leurs exportations vers la France soient victimes de l'austérité ou de mesures protectionnistes, en fin de compte, cela revient pour eux au même. Seulement, dans le premier cas, ce sont les Français qui payent encore plus cher sous forme d'un ralentissement de la croissance et de pertes d'emplois. «Le piège du libre-échange» (cf. l'article d'Alain Lipietz et de Philippe Messine dans «Le Monde diplomatique»), c'est une manière de voir les choses qui est suggérée aux socialistes français et par la situation réelle de la France, et par une tradition de la pensée française qui peut compter parmis ses pères l'inventeur du mercantilisme, Jean-Baptiste Colbert. La sensation d'être pris en tenaille entre les pays hautement industrialisés du peloton de tête, les Etats-Unis, le Japon et la République fédérale d'Allemagne, d'une part, et les nouveaux pays industriels d'autre part, est de toute façon répandue en France, aussi bien chez le centre gauche que droit. Ce ne sont que les réactions à «la grande menace industrielle» (Stoffaës) et à «l'impératif mondial» (Cotta) qui sont différentes, mais elles reflètent toujours l'effort délibéré, finalement étatique et politique, de les surmonter.

Le fait que le choix du protectionnisme, vers lequel les socialistes penchaient habituellement, n'a pas pu s'imposer jusqu'à présent, montre combien, dans ce cas comme dans d'autres, non seulement l'intégration économique mais également l'intégration politique de la France s'est imposée. La crainte de rétorsions de la part des partenaires commerciaux joue probablement un rôle moins important que la pression exercée au sein de la C.E.E. et du S.M.E.. Mais au cas où ces concessions ne payeraient pas, les stratégies mercantilistes qui visent à pousser la croissance en opérant une dissociation du marché mondial deviendront probablement très séduisantes.

En ce qui concerne la social-démocratie allemande, la situation est différente. Certes, la pression des Etats-Unis et du Japon d'un côté, et des nouveaux pays industriels de l'autre a été ressentie également en R.F.A., et a suscité, face aux déficits élevés de la balance des payements des années 1979 à 1981, une discussion inquiète sur la compétitivité internationale de l'économie allemande. Le refus catégorique du protectionnisme est cependant resté un des crédos de la politique des échanges extérieurs,

même au sein du SPD; une attitude, qui reflète la position objective d'un pays dont les exportations s'élèvent à environ 30% du PNB et qui a réalisé des excédents sensibles de la balance commerciale même pendant les années moroses de 1979 à 1981.

Vu leur faibles capacité et volonté de faire cavalier seul, certains sociaux-démocrates allemands (Schulmann) se prononcent davantage pour une politique économique mondiale, soit de caractère keynésien comme celle préconisée par la Commission Nord-Sud (sous la présidence de Willy Brandt), soit la version technocratique de la gestion de la crise de Helmut Schmidt telle que l'ancien Chancelier fédéral l'a préconisée encore au mois de mars 1983 simultanément dans cinq grands magazines internationaux: Davantage de coordination des politiques économiques nationales des grands pays industrialisés, coopération plus étroite entre les gouvernements, les banques centrales et les institutions financières, renforcement de la Banque Mondiale et du F.M.I., un système monétaire international plus stable, davantage d'aides aux pays en voie de développement et moins de protectionnisme, une politique d'expansion modérée dans les pays industrialisés qui peuvent se le permettre grâce à la situation économique nationale et surtout grâce à la résorption de l'inflation; et tout cela pour harmoniser les intérêts nationaux apparamment divergents sous le leadership réconforté des Américains. L'initiative des 26 économistes, parmis eux Karl Schiller, coordonnée par l'«Institute for International Economics» va également dans cette direction.

La croyance à la possibilité théorique de pouvoir maîtriser ou du moins freiner la crise moyennant une politique économique coordonnée sur le plan international découle de la tendance déjà évoquée plus haut à ramener la crise en large mesure à une défaillance de la politique et à des facteurs conjoncturels. Il est vrai que des arguments de poids justifient cette attitude notamment lorsqu'on se concentre sur les éléments cycliques.

Ainsi McKinnon prouve que les phases déflationnistes-récessives et inflationnistes de l'économie mondiale des années 70 s'expliquent par un mauvais comportement en matière de la politique monétaire, surtout de la part de la Fed (Federal Reserve Bank), mais aussi de la part des banques centrales européennes. Une politique monétaire restrictive pratiquée aux Etat-Unis freine la conjoncture américaine et augmente le cours étranger du dollar. Pour empêcher une dévaluation trop forte de leurs monnaies, les autres banques centrales (au Japon et en R.F.A.) pratiquent également une politique de restriction qui aggrave les processus de contraction. De l'autre côté, les banques centrales réagissent à une baisse du dollar (comme au début et au milieu des années 70) avec une politique monétaire expansive et créent ainsi des marges inflationnistes qui ont d'une part rendu possible les phases de croissance de 1972/73 et 1977/78, et d'autre part créé les marges nécessaires pour les hausses des prix pendant les deux chocs pétroliers. Des politiques co-

ordonnées entre les banques centrales pourraient prévenir de tels «dérapages» conjoncturels provoqués par la politique.

En ce qui concerne l'épiphénomène le plus délicat de la crise, l'endettement du Tiers Monde, les socialistes de part et d'autre du Rhin sont du même avis: Le cours des choses ne peut être laissé à la croissance sauvage des marchés des capitaux européens. Il est indispensable d'alléger les dettes des pays en voie de développement, ne serait-ce que pour atténuer la pression sur les marchés des capitaux dans les pays industrialisés. La gamme des mesures politiques envisageables comprend la remise des dettes (Hankel), leur reprise par des fonds alimentés par des organismes de coopération en matière de développement (Strauss-Kahn), des politiques bancaires nationales et un rôle plus grand de la B.R.I. et du F.M.I. (Schmidt), l'accès plus facile aux moyens du F.M.I. et de la Banque Mondiale ainsi qu'un renforcement de la coopération dans le domaine du developpement (deuxième rapport Brandt).

3. La politique nationale de l'emploi

Quelque soit le comportement face à la contrainte économique extérieure, qu'on se cuirasse par des mesures protectionnistes, qu'on la contourne par la coordination internationale, ou — ce qui est le cas le plus fréquent — qu'on l'accepte comme restriction et que l'on vise un sous-optimum national, dans tous les cas il reste un vaste champ d'options de politique économique pour aborder la crise et en particulier, le chômage.
La tentative française de maîtriser le chômage moyennant une relance keynésienne de la demande a échoué, certes, sur le plan des échanges extérieurs, mais n'était nullement infructueuse dans le domaine de l'emploi. La progression du chômage a été nettement ralentie par la politique gouvernementale, surtout par rapport aux autres pays de l'O.C.D.E., comme par exemple la République fédérale d'Allemagne. Parallèlement, la durée hebdomadaire du travail a été réduite de 40 à 39 heures avec maintien du salaire, et les congés payés, prolongés d'une semaine à cinq semaines. L'âge de la retraite a été abaissé pour certains groupes de salariés à 60 ans (par rapport à 65 auparavant). Le S.M.I.C. a été augmenté. Neuf groupes industriels et presque toutes les banques ont été nationalisés.
Les entreprises publiques ont ressenti ces charges supplémentaires (les coûts salariaux unitaires ont augmenté d'un pourcentage de deux chiffres) de même façon que le secteur privé. En 1983, l'Etat a dû payer environ 60 milliards de francs aux industries nationalisées. La crise des groupes industriels nationalisés a également contribué au renvoi du ministre de l'industrie, Pierre Chevènement, sous la régie duquel devait réussir la «reconquête du marché intérieur». On lui a reproché du dirigisme et des interventions bureaucratiques. Les limites d'une politique sociale de l'emploi deviennent sensibles en 1982/83: les mesures sociales nuisent à la compétitivité internationale si elles ne sont pas accompagnées de dévaluations draconiennes ou d'autres politiques. En tout cas, elles compliquent la modernisation (de la structure) industrielle à long terme, dont justement la France a toujours besoin. Les différents ailes et courants au sein des socialistes français donnent des réponses différentes à ce défi:

— Le gouvernement (MM. Mitterand, Mauroy, Delors) a d'abord décidé un programme d'austérité qui dans sa structure fondamentale ressemble aux politiques poursuivies par les gouvernements Schmidt, Kohl et Thatcher, comprenant: impôt supplémentaire (1 % du revenu brut), forfait d'hospitalisation, emprunt forcé, différents relèvements de taxes (par exemple sur les produits pétroliers), restrictions budgétaires. S'y ajoutent des mesures protectionnistes appliquées aux mouvements des capitaux, qui se traduisent en partie par des restrictions des importations de services (tourisme).

— Le CERES réclame une stratégie offensive de modernisations (éventuellement avec couverture protectionniste) qui se fonde sur un compromis entre le patronat et les syndicats.

— La C.F.D.T. veut surtout lutter contre le chômage par la redistribution du travail (la semaine de 35 heures), la garantie du salaire réel ayant une moindre priorité. En contrepartie, elle envisage plutôt davantage de cogestion. Sur le plan de la politique industrielle elle tend à partager la position du CERES. Finalement, elle est aussi prête à accepter une «politique d'austérité sélective» qui réduise les dépenses sociales sans trop menacer le noyau social.

Les conséquences de la stratégie gouvernementale ne sont pas encore prévisibles en détail: la hausse des prix n'a regressée qu'en faible mesure, la production industrielle marque presque le pas, cependant la progression du chômage n'a pas encore accéleré le rythme, au contraire du nombre des entreprises en faillite qui s'élevait en juin 1983 au double du nombre enregistré en février. Le déficit de la balance commerciale ne se chiffrait plus qu'à 36,7 milliards de francs au premier semestre de 1983 par rapport à 43,3 milliards pendant la même période de l'année précédente.
Les résultats des élections municipales et de sondages donnent lieu de croire que la population n'est pas heureuse de ce résultat de la politique socialiste, sans parler des socialistes français eux-mêmes. Mais y a-t-il des stratégies de rechange? Où est-ce que des gouvernements de la gauche démocratique ont mené la lutte contre le chômage avec plus de

succès? (Le passage suivant repose essentiellement sur le texte présenté à Paris par Fritz W. Scharpf).

Certainement pas en République fédérale d'Allemagne. Le taux de chômage y est plus élevé qu'en France. L'industrie allemande a certes regagné largement sa compétitivité internationale grâce à la dévaluation, la stabilité des prix et la renonciation des salariés à une augmentation du salaire, et la balance des payements est également plus équilibrée, mais la croissance et la situation de l'emploi laissent beaucoup à désirer. Même le redémarrage de la production, auquel on ne s'attend de toute façon que sous forme d'une légère reprise, ne pourrait remédier au chômage qui entretemps est de plus en plus une situation de longue durée et une conséquence du progrès technologique. La longue période d'investissements rares n'a fait augmenter le stock national de capital que trop lentement, les politiques de soutien encouragent plutôt à accroître l'intensité du capital tandis que l'évolution démographique a fait augmenter en même temps le potentiel de main-d'oeuvre. La politique monétaire restrictive pratiquée par la banque fédérale allemande, qui accorde la priorité à la défense de la stabilité des prix et du taux d'échange du mark allemand, a contribué fondamentalement à créer, par des taux d'intérêt élevés, un climat peu propice aux investissements, ce qui a engendré à moyen terme la destruction d'emplois. Sur ce fond, la politique fiscale — expansive seulement à court terme — et la retenue en ce qui concerne les revendications salariales n'ont pas pu créer le plein emploi. Et la politique de l'emploi n'a également apporté que des corrections superficielles à la tendance générale. La Suède et l'Autriche ont atteint des résultats nettement meilleurs sur le plan de l'emploi, grâce à des stratégies cependant très différentes:

La Suède a poursuivi une politique de l'emploi active qui a permis de maintenir presque le plein emploi en Suède, bien qu'une part croissante de la population se soit présentée sur le marché de l'emploi et que le taux de croissance ait été relativement faible. Ce dernier fait ne résidait pas seulement dans la crise générale, mais également dans certains facteurs de la politique économique suèdoise qui ont freiné la croissance. Cette politique de l'emploi efficace a absorbé une part considérable (10 %) des offres d'emploi en Suède, dont près de 4 % au moyen de mesures politiques favorisant l'emploi et 6 % environ grâce à l'augmentation du personnel dans le secteur public. S'y ajoute une part élevée de personnel à temps partiel. Si l'on considère que tous les éléments de cette stratégie réduisent en fin de compte les revenus des salariés, il faut bien qualifier la stratégie suèdoise comme solidaire, car elle est basée sur une compensation horizontale entre les salariés.

L'Autriche a atteint un chômage pareillement faible avec une stratégie de croissance qui, de par son approche, ressemblait plus à la politique économique de la social-démocratie allemande qu'à la suèdoise, mais qui était beaucoup plus efficace, surtout en ce qui concerne l'objectif de

l'emploi, mais aussi pour ce qui concerne la croissance. Ceci a réussi en Autriche grâce à une politique fiscale et monétaire expansive liée à une politique salariale modérée. La gestion autrichienne corporatiste (la fameuse «Commission paritaire des prix et des salaires») a permis que l'Etat et la banque centrale, qui est d'ailleurs moins autonome que la banque fédérale allemande, relancent la conjoncture sans craindre des pressions inflationnistes du côté des salaires. Ceci a entraîné d'une part des déficits élevés du budget et de la balance des paiements (comme en France), d'autre part cela a empêché la réduction du stock de capital et donc des offres d'emploi, et a même permis une modernisation qui a amélioré la productivité et la compétitivité internationale.

Les performances différentes des différents pays face à des chocs externes semblables, donnent raison à ceux qui disent que l'on peut expliquer au moins certains aspects conjoncturels de l'évolution de la crise et des formes spécifiques sous lesquelles elle se manifeste par la défaillance ou la réussite de la politique. Le coeur structurel invariable de la crise consiste peut-être dans le fait que les quatre objectifs du carré magique (plein emploi, stabilité des prix, croissance et équilibre extérieur) en plus des finances publiques équilibrées n'ont pu être réalisés dans aucun pays simultanément. Mais peut-être la politique a encore le choix de l'objectif qu'elle veut réaliser prioritairement et de celui qu'elle est prête à sacrifier plus volontiers.

Certains succès de la gestion politique de la crise peuvent sans doute être maintenus à court ou à moyen terme. A long terme, probablement aucun pays ne pourra échapper à une crise globale et structurelle, surtout s'il s'agit d'un grand pays. Des pays comme la Suède ou l'Autriche peuvent plus facilement défendre des politiques de rechange en matière de l'emploi contre l'évolution des échanges extérieurs puisque leur besoin en importations de capitaux est faible au niveau mondial ou que la gamme de leurs exportations est concentrée sur quelques créneaux. Des grands pays comme la France et l'Allemagne fédérale y ont plus de mal, mais cette constatation ne libère pas la politique de la responsabilité de prendre une décision stratégique de savoir si l'on préfère des déficits plus élevés de la balance des paiements, un endettement public accru, ou un taux de chômage plus important. Dans le cadre de ce qui est faisable à moyen terme et compte tenu de la contrainte extérieure, ce sont surtout des facteurs politiques et institutionnels qui influencent cette décision.

Souvent, la relance de la demande par le secteur public («demand management») se révèle inefficace ou même nuisible parce qu'elle agit au mauvais moment sur le marché. En effet, beaucoup trop de temps s'écoule entre la prise de décision politique, en faveur d'un programme pour l'emploi, par exemple, le passage au parlement et l'exécution par les administrations et leurs décisions concrètes sur les dépenses. En réalité, au moment où les commandes publiques supplémentaires atteignent

le marché, la reprise économique s'est peut-être déjà amorcée indépendemment de toute politique économique. Dans ce cas, la politique agit de manière procyclique et surchauffe la conjoncture. Lorsque le secteur public réagit en y mettant un frein, en réduisant sa demande et augmentant les taux d'intérêt, ces décisions politiques sont souvent prises avec trop d'hésitation et doivent ensuite passer avec beaucoup de peine la machinerie administrative, de sorte que la conjoncture n'est freinée par l'Etat qu'au moment où la baisse conjoncturelle a déjà commencé d'une façon autonome.

Finalement, l'incapacité des budgets publics de constituer pendant des périodes de haute conjoncture des réserves que l'on peut dépenser pendant la récession pour relancer l'économie, fait partie de la défaillance de la politique keynésienne. Des modifications institutionnelles du processus politique pourraient apporter au moins de légères améliorations. Outre cela, la tâche principale qui se pose à la gauche démocratique, c'est de créer parmi les salariés une disposition (politique) à accepter certaines solutions et de les faire passer ensuite dans l'ensemble de la société. Si les salariés suèdois sont prêts à accepter une charge fiscale s'élevant en moyenne à 50 % du revenu — sans que l'opposition aux impôts prenne des formes prohibitives — cela est probablement dû, entre autres, au fait qu'ils peuvent être relativement sûrs que par là, le chômage est en effet combattu de manière efficace et qu'eux-mêmes ou leurs représentants contrôlent les fonds soustraits à la consommation individuelle. Il existe des explications semblables concernant le corporatisme autrichien.

Les syndicats allemands pouvaient s'attendre beaucoup moins à ce que leur retenue sur le plan des revendications de salaires soit récompensée par des prix stables et le plein emploi. Leur politique a de fait entraîné une répercussion partielle des charges de la crise sur les chômeurs et d'autres groupes «marginaux» de la société. Pourtant, c'est notamment dans le cas allemand d'un «chômage classique du deuxième degré» (Giersch) ou du «chômage dépendant des capacités de production» (Scharpf) que les salariés et leurs organisations se trouvent devant le dilemme de décider si et dans quelle mesure ils pourraient participer à l'accroissement du capital productif en renonçant à des augmentations de salaire pour aboutir au plein emploi. Pour cela, les syndicats revendiquent, entre autres, la création de conseils économiques et sociaux pour étendre la cogestion au-delà du niveau de l'entreprise à des secteurs entiers et à l'ensemble de l'économie nationale. En France, l'aile autogestionnaire des socialistes avance des arguments semblables.

Mais la crise, est-elle le bon moment pour réaliser ces reformes fondamentales? Ou est-ce que les détenteurs du capital, n'ont-ils pas trop de solutions de rechange à leur disposition dans cette situation pour consentir à une telle restriction de leur pouvoir de disposition? Comment pourrait-on amener leus deux parties à jouer le jeu des sommes positives en faveur des chômeurs, même si cela implique des inconvénients à

court terme? Il faut probablement chercher la réponse dans de nouvelles structures institutionnelles qui vont de la formation de patrimoine par les salariés, en passant par des fonds d'investissement de type suèdois, jusqu'à des formes nouvelles de cogestion. Ces dernières pourraient de toute façon s'avérer nécessaires au niveau de l'entreprise, si l'on veut aboutir à un nouveau modèle de croissance. Celui-ci ne se baserait plus sur la production en masse de biens de consommation standardisés traditionnels, mais sur la production de biens et de services s'orientant sur les besoins spécifiques des clients ou de groupes particuliers et des marchés locaux. Grâce à l'automatisation flexible et l'énorme progrès des technologies de communication, les entreprises peuvent accroître leur faculté d'adaptation, elles sont même obligées. Avec cela, l'organisation classique du travail industriel reposant sur Taylor devient cependant obsolète. La robotisation des travaux simples et la flexibilisation de la production en faveur de petites séries et son adaptation rapide aux fluctuations du marché, exigent davantage de décentralisation et d'autonomie. Comme la nouvelle organisation du travail devra compter beaucoup plus sur la motivation et la participation, il est facile à concevoir une organisation plus décentralisée de la fixation des revenus: Chaque employé son propre «centre de profit»?

4. Gare à l'Etat-providence!

En France comme en République fédérale d'Allemagne, les traditionnels partis ouvriers considèrent l'Etat-providence comme leur plus grand acquis. Ou bien l'avaient-ils construit eux-mêmes, ou bien leur poids politique croissant avait obligé les gouvernements conservateurs et bourgeois à créer et à étendre l'Etat-providence. C'est précisement cet enfant chéri de la gauche démocratique qui est attaqué aujourd'hui, et qui plus est, non seulement par lex vieux opposants, mais aussi par ceux auxquels il s'adressait: les «gens du peuple», les contribuables, les bénéficiaires. La critique venant de tous les côtés peut s'appuyer sur beaucoup de raisons qui, dans les conditions de crise, obtiennent un poids particulier:

— Les problèmes de financement sont centraux; la crise a porté atteinte aux recettes fiscales et rendu nécessaire des dépenses supplémentaires pour les chômeurs et les industries en déclin.

— La charge des impôts et prélèvements empêche la relance; ils représentent des coûts pour les entreprises qui sont préjudiciables à leur compétitivité (internationale) et les font reculer devant le recrutement de main-d'oeuvre. Ainsi, les charges salariales indirectes élevées fa-

vorisent une combinaison de facteurs à forte intensité de capital. De l'autre côté, ils réduisent le revenu disponible des salariés.

— La structure des dépenses publiques est si figée qu'elle ne peut plus servir au pilotage de la conjoncture. Des coûts additionnels constamment occasionnés et la consolidation des droits acquis et des attentes fixent le volume, la structure et la dynamique de l'activité de l'Etat et mènent à un endettement croissant — notamment lorsque les revenus baissent.

— Au lieu de remplir les tâches économiques et sociales, l'activité de l'Etat aggrave les problèmes et/ou en crée de nouveaux, qui devront éventuellement être «traités» par d'autres interventions.

La stratégie «social-étatiste» de résoudre les problèmes sociaux par l'extension de l'activité administrative de l'Etat, qui a entraîné au cours de «les Trente Glorieuses» un accroissement sensible de la part de l'Etat dans le produit national brut, se heurte également — tout comme le modèle de croissance qui est à son origine — à des limites du système qui, ne sont cependant pas fixés une fois pour toutes. L'opposition aux impôts augmente, même si l'exemple de la Suède montre que même de trés lourdes charges fiscales ne brisent pas le système. Elle ne s'exprime toutefois pas seulement dans l'opposition politique (surtout aux Etats-Unis, mais aussi en Europe), mais également dans la croissance de l'économie parallèle («souterraine»). Avec la diminution de la disposition à payer des impôts, la disposition à tirer profits des prestation de l'Etat-providence augmente (esprit de profiteur, abus, etc.). De l'autre côté, des contrôles et un comportement bureaucratique créent chez les personnes concernées le sentiment d'être administrées et de ne pas obtenir la satisfaction de leurs droits comme citoyens responsables.

Tandis que les conservateurs essayent — en France comme en Allemagne — de résoudre le problème moyennant la dénationalisation, la réactivation du marché et de l'individualisme, la gauche démocratique hésite entre la poursuite de la variante «social-étatiste», éventuellement dans une version légèrement réformée, et la critique radicale au moyen de concepts «alternatifs».

Influencé par la tradition anarchiste du socialisme des pays latins, le mouvement ouvrier français a toujours présenté une aile autogestionnaire assez forte: le socialisme autogestionnaire. Ses objectifs visaient plutôt l'entreprise où il s'opposait d'une part à certains concepts comme celui de la cogestion, et aspirait, d'autre part, à la prise en charge d'entreprises entières par les employés (l'exemple de LIP). Les critiques français de l'Etat-providence peuvent aussi s'appuyer sur cette tradition. En fin de compte, ils se proposent de mettre la relation entre l'Etat et la société dans un nouvel ordre qui attribuerait de nouveau un rôle

plus important à la société. Mais pour Pierre Rosanvallon, par exemple (dans son livre «La crise de l'Etat-providence»), la société n'est pas le marché, les individus, mais les mouvements sociaux et les groupes, les familles, le voisinage. Il faut rendre la solidarité, c'est à dire prosaïquement: les prestations de l'Etat social, à cette société qui doit la gérer elle-même. La décentralisation, l'autonomisation (A. Gorz), la socialisation sont ses devises pour la réforme de l'Etat-providence.

Ce genre d'idées et des idées allant au-delà, plus radicales, trouvent leur appui politique surtout au sein de la C.F.D.T. qui a également défendu le socialisme autogestionnaire contre l'étatisme de la C.G.T. communiste. Face au poids de la crise, des concepts pour une politique de rigueur sélective sont discutés au sein de la C.F.D.T.. Cette «politique d'austérité radicale» se propose par exemple à réformer la santé publique avec ses augmentations disproportionnées des coûts et sa faible efficacité, surtout en ce qui concerne les malades avec des revenus plus modestes.

En Allemagne, des idées pareilles ne sont partagées jusqu'à présent que par des minorités à l'intérieur de l'aile gauche de la social-démocratie. Comme ils n'ont pratiquement pas d'influence, ce courant critique se concentre en plus forte mesure chez les alternatifs/les Verts. Mais l'orientation spécifique de ces derniers sur des petites unités autonomes — éventuellement reliées entre elles dans un réseau — qui offrent à un niveau intermédiaire entre le marché et l'Etat les services que ces deux grands systèmes ne produisent pas ou mal, souffre d'imperfections sensibles: cette stratégie dépend souvent de transferts de la part de l'Etat-providence (tels que l'aide sociale ou l'allocation de chômage versées aux collaborateurs); elle ne répond pas aux nécessités du marché, bien que souvent son concept et sa forme juridique s'orientent sur celles-ci; c'est-à-dire, elle n'est viable économiquement que grâce aux transferts mentionnés ou à une réduction des attentes en revenus, ce qui équivaut à une auto-exploitation; pour cette raison, elle ne peut d'ailleurs pas garantir la régularité des prestations que l'on attend des prestations de l'Etat social. Malgré tout, de nombreux services sociaux peuvent être prêtés de manière plus humaine et (pour cela) plus efficace par des petites unités. Au sein de la social-démocratie également, le courant «néoréformiste» (Matzner) part de l'idée de donner davantage d'espace à la société en tant que domaine autonome au-delà du marché et de l'Etat — sur ce point d'accord avec P. Rosanvallon.

Cela implique aussi une réorganisation des «rapports de décision» au niveau de l'Etat, à savoir une réduction des interventions directes en faveur d'activités autonomes des citoyens tout en conservant les objectifs de l'Etat-providence. On maintient un objectif réformé de la croissance, sous forme d'un développement différencié à la place de l'expansion générale. Car même si l'on respecte les limites écologiques et sociales de la croissance, il demeure des domaines d'insuffisance où un

élargissement de la production est toujours raisonnable et nécessaire. Il est important que la stabilisation des revenus (en cas de maladie, pour le troisième âge), notamment pour les revenus les plus modestes, reste une tâche à remplir par l'Etat-providence. Un système dans lequel collaborent les institutions de l'Etat social et les intéressés devrait finalement remplacer le système traditionnel des prestations sociales.

Ce qui pourrait décharger davantage l'Etat-providence des pressions qui pèsent sur lui, c'est une stratégie du «Mieux vaut prévenir que guérir» (Strasser) qui parte des processus du marché qui ont seulement rendu l'action de l'Etat (-providence) nécessaire: une politique de plein emploi à la place des allocations de chômage, des conditions de travail et de vie plus humaines à la place des prestations maladies, etc.. Car les effets externes que produit le secteur privé, et de la suppression desquels il profite en plus au détriment de la société, gonflent l'Etat davantage sans améliorer vraiment le bien-être.
Au centre de la discussion social-démocrate sur l'Etat-providence figurent cependant des réflexions technocratiques à court terme sur la réforme du système des attraits fiscaux, de la politique fiscale, la politique des transferts et de subventions. Ainsi pourrait-on, par exemple, réduire les charges salariales des entreprises, les conséquences négatives pour l'emploi et l'expansion du travail au noir, en finançant les budgets publics en plus forte mesure par la T.V.A. que par l'impôt sur les salaires et les revenus. Il reste qu'à ce moment là, l'expansion de l'économie de troc ne pourrait pas être évitée. La légalisation du travail au noir (Hankel) liée à une reglementation plus souple de la durée du travail et des législations fiscales et en matière d'assurance sociales adaptées, pourrait décharger et le marché de l'emploi, et les finances publiques. Finalement, du côté des utilisateurs également, des mesures de lutte contre l'abus et l'esprit de profiteur sont discutées: des modèles de participation personnelle à la couverture du risque qui supposent des activités propres lors d'une demande de prestations publiques; des contrôles de l'indigence plus strictes pour concentrer les rares moyens sur les personnes vraiment nécessiteuses.

Conclusion

En fin de compte, les chances de la gauche démocratique sont liées à l'élaboration d'une stratégie de transition qui fait sortir de la crise et mène à un nouveau modèle de croissance qualitative. Sans une telle base économique renouvelée, toutes les réformes seront incapables de sauver l'Etat-providence. Car il a besoin d'un fondement solide de revenus des masses qu'il faut d'abord gagner et produire.
Ces revenus seront probablement réalisés dans une économie «post-fordienne» reposant sur une nouvelle organisation du travail industriel. Le changement des structures macro- et microéconomiques donne de nouvelles possibilités aux salariés sur le plan de l'autonomie et de la participation, dont la gauche démocratique doit profiter consciemment en évitant que ses propres traditions lui fassent obstacle. Si important qu'il soit pour la défense des intérêts des salariés de pénétrer par la bureaucratie les fiefs des grandes organisations de l'Etat et de l'économie et de participer à leur administration, si dangereux serait-il de défendre les anciennces formes de telle sorte que les nouvelles soient gênées dans leur naissance et viennent au monde sans les organisations des travailleurs ou malgré elles. La crise économique en tant que crise du fordisme est finalement aussi une crise de la définition fordienne du sens de la vie: produire de manière toujours plus productive (c'est-à-dire en augmentant l'intensité et la division du travail) pour consommer toujours plus, sans pouvoir contrôler la production et la consommation, qui sont guidées par les grandes organisations bureaucratiques. Ceci est vrai pour la consommation publique établie par l'Etat, mais aussi pour la consommation privée, obligée à s'orienter sur une gramme prescrite de biens offerts. L'aliénation et l'administration de la vie sont incompatibles avec l'amélioration du niveau de vie. Organiser de manière offensive les nouveaux besoins et les réaliser sans une rupture précipitée et dangereuse du point de vue social avec les anciens systèmes de sécurité, voilà le défi.